



Séance ordinaire du mardi 14 décembre 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le quatorze décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Solidarités

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Renaud CALVAT, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, François RIO, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnine AKBARALY, Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Yves BARRAL, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Bernard MODOT, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Florence BRAU, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Clara GIMENEZ, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Agnès SAURAT

Solidarités - Rapport annuel politique de la ville 2020 - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

La réforme de la politique de la ville, qui s'est traduite par la loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine du 21 février 2014, est conduite dans l'objectif d'assurer l'égalité entre les territoires, de réduire les écarts de développement entre les quartiers défavorisés et leurs unités urbaines et d'améliorer les conditions de vie de leurs habitants.

Montpellier Méditerranée Métropole est devenue compétente en matière de politique de la ville et, à ce titre, a signé le 10 juillet 2015 son Contrat de Ville, en étroite collaboration avec la Ville de Montpellier et l'Etat notamment.

Conformément au décret du 3 septembre 2015 relatif au rapport sur la mise en œuvre de la politique de la ville, la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole sont tenues de rédiger un rapport annuel sur la situation de la collectivité au regard de la politique de la ville.

Organisé en 3 parties, le rapport présente un bilan des actions menées ainsi qu'un bilan financier du Contrat de Ville et des dispositifs associés. Dans ce rapport 2020, pour la première fois, il a été fait le choix de combiner les approches territoriales et thématiques. Cela permet d'avoir une connaissance plus complète et plus précise des actions mises en œuvre dans le cadre du contrat de ville à destination des habitants des quartiers prioritaires.

Ce rapport ne présente pas l'exhaustivité des actions développées, mais propose de donner les principales caractéristiques de l'année 2020 pour chacun des 12 quartiers prioritaires (Aiguelongue, Celleneuve, Cévennes, Figuerolles, Gély, Mosson, Lemasson, Pas du Loup / Val de Croze, Petit-Bard Pergola, Pompignane, Prés d'Arènes, Vert-Bois) et pour chaque thématique du contrat de ville : rénovation urbaine et cadre de vie, développement de l'activité économique, de l'emploi et de l'insertion professionnelle, accès à la santé, à la culture et aux pratiques sportives, prévention de la délinquance, réussite éducative, soutien à la jeunesse, accès aux droits et au numérique, égalité femmes/hommes, lutte contre les discriminations.

Comme de nombreux autres territoires, la ville de Montpellier a été touchée en 2020, par la crise sanitaire liée à la Covid-19 et les habitants des quartiers prioritaires sont les premières victimes de la crise sociale liée à cette pandémie. Le rapport met en avant la mobilisation de l'ensemble des acteurs de la politique de la ville et particulièrement celle des associations qui a permis de répondre rapidement et efficacement aux situations d'urgence et aux conséquences sociales de la crise sanitaire, montrant ainsi que la politique de la ville constitue un enjeu majeur pour la cohésion nationale et un véritable levier dans la lutte contre les inégalités.

Le bilan financier fait état d'un engagement financier (crédits spécifiques et de droit commun) de l'ensemble des partenaires de près de 4M€ sur la totalité des enjeux du Contrat de Ville et pour les projets déposés dans le cadre de l'appel à projets annuel. Ces crédits ne constituent pas l'exhaustivité des moyens déployés par les institutions sur les quartiers, notamment pour la Ville et la Métropole qui accordent des subventions de fonctionnement aux associations dans le cadre de leur appel à projets annuel.

De plus, au-delà de l'appel à projets annuel, d'autres dispositifs sont mis en œuvre par les partenaires, avec des moyens complémentaires, à destination des quartiers prioritaires et de leurs habitants (la Cité éducative, le Programme de réussite éducative, les Quartiers d'été). Deux quartiers prioritaires font aussi l'objet d'un projet de rénovation urbaine : la Mosson et les Cévennes. De très importants moyens financiers vont être engagés, principalement par la Métropole, les bailleurs et l'ANRU (Agence Nationale de la Rénovation Urbaine).

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le rapport annuel politique de la ville 2020 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 20/12/21

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

**Monsieur Le Premier Vice-
Président**

Signé.

Renaud CALVAT

Publiée le : 21 décembre 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20211214-174472-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 21/12/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Rapport PdV 2020.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.